

ensuite, conduire à la relance d'un mouvement social structuré, capable d'intégrer des composantes de plus en plus diverses (étudiants, salariés, représentants syndicaux, militants associatifs, consommateurs alternatifs, élus politiques, etc.) en vue d'ériger une nouvelle citoyenneté écologique et sociale.

À bien y regarder, tel est sans doute ce qui demeure le plus problématique dans l'année qui vient de s'écouler : si des idées décisives pour l'avenir du pays ont su trouver une place dans le débat public malgré la crise — à commencer par celles de « circonscription fédérale » ou de Bruxelles-Région trilingue, développée par Philippe Van Parijs (« La Belgique est-elle coupable en deux ? », *Libération*, *Le Soir*, 14 juin 2011) —, il est peu probable que le jeu politique belge évolue véritablement en l'absence d'un travail de la société sur elle-même, et d'une mobilisation d'envergure. Comme le remarque Michel Molitor ici même, la société civile n'est pas restée absente d'un conflit dont l'épicentre demeure malgré tout celui des rapports stratégiques entre partis. Mais ses interventions n'ont pas débouché sur des mobilisations collectives transcommunautaires, capables d'affirmer la prépondérance d'enjeux communs sur la controverse actuelle. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, pourtant, que les problèmes ne manquent pas : l'économie mondiale est entrée depuis trois ans dans une crise profonde, les inégalités socioéconomiques se sont accentuées sur le territoire belge ou européen, et l'horizon d'une régulation du capitalisme mondial en vue de fonder une société plus juste se fait attendre...

Sur ce terrain, le doute subsiste donc. Accord gouvernemental ou pas, le pays n'a pas encore su donner la preuve qu'il était en mesure d'échapper à une définition restrictive de la citoyenneté, et que l'agenda des préoccupations pouvait échapper à la controverse linguistique. Avec la séparation des dossiers « institutionnel » et « socioéconomique », le ver était dans le fruit. Mais cela n'empêchait nullement la société civile de réagir fortement en réaffirmant, bien au-delà de la demande d'un gouvernement à n'importe quel prix, ses priorités en matière de dignité, de bien-être ou de solidarité, dans un monde qui en bouscule constamment les fondements³. Depuis un an, le silence qui a prévalu en ce domaine est sans doute l'expression de ce que Michel Molitor nomme ici un « égoïsme collectif ». S'il devait se prolonger indéfiniment, cela signifierait que la société demeure ballotée par des jeux stratégiques sans être à même d'opposer à cette dérive un certain nombre d'ambitions fondatrices. Ce ne serait guère rassurant. Mais le pire n'est jamais sûr... La Belgique est sans doute l'un des pays européens qui présente le plus d'atouts en la matière, en raison de son attachement aux corps intermédiaires et aux mouvements sociaux. Sur ce terrain plus que sur d'autres, elle a donc rendez-vous avec elle-même. Dans un avenir proche. Et l'Europe avec elle.

Matthieu de Nanteuil est l'auteur d'*Éloge du compromis. Pour une autre pratique démocratique* (avec Mohamed Nachi, dir.), Academia-Bruylant, 2006 et de *La démocratie insensible. Économie et politique à l'épreuve du corps*, Erès, 2009.

³ C'est toute l'ambiguïté du mouvement Shame (janvier 2011), de ne pas avoir clarifié ses objectifs sur des questions aussi importantes.